



Rapport d'orientations Budgétaires 2025

Saint Père en Retz

Le 27 Janvier 2025

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le vote du budget doit être précédé de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire ; l'article L 5217-10-4 du CGCT encadre les modalités de présentation des orientations budgétaires et modifie le délai prévu dans lequel doit se tenir le débat d'orientation budgétaire avant le vote du Budget Primitif qui n'est plus de 2 mois mais de 10 semaines.

Le débat d'orientation budgétaire doit permettre au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent des priorités du budget primitif, voir au-delà pour certains programmes lourds. Il est aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la commune, en tenant compte des projets ainsi que des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur ses capacités de financement.

Ce rapport d'orientation budgétaire qui a pour vocation la présentation des grandes tendances structurant le budget de la collectivité, s'appuiera sur une analyse financière rétrospective afin de mieux appréhender nos marges de manœuvre sur lesquelles se construira l'analyse financière prospective.

Sommaire

ROB 2025

01

Le contexte Économique et Financier

02

Rétrospective Financière

A – Les dépenses de fonctionnement

B – Les recettes de fonctionnement

C – Synthèse

03

Évolution de la capacité d'Autofinancement (CAF)

04

Focus sur :

A – L'Endettement de la Collectivité

B – La Fiscalité

C – Les Dotations

05








Le programme pluriannuel d'Investissements

L'instabilité provoquée par la dissolution de l'Assemblée Nationale en juin dernier suivi du dépôt tardif d'un projet de Loi de Finances impactant très fortement les budgets des collectivités territoriales, projet lui-même non promulgué du fait de la censure gouvernementale, fait peser sur la préparation budgétaire une très grande inquiétude et incertitude.

La prospective budgétaire du présent rapport d'orientations budgétaires par souci de prudence a tenu compte des mesures inscrites dans le premier projet de Loi de Finances avec notamment la baisse du taux du fonds de compensation de la TVA qui passerait de 16,4 % à 14,85 % avec la suppression également du remboursement au titre des « dépenses d'entretien » des bâtiments publics et de la voirie.

De même, le plan pluriannuel d'investissement n'intègre pas l'obtention de subventions qui en raison de l'effort demandé de participer au redressement budgétaire seront réduites à leur portion congrue; Preuve en est la décision récente du Conseil Départemental qui ne pourra plus soutenir les dossiers au titre de « l'AMI Cœur de Bourg », priorité étant donnée aux communes n'ayant pas été encore subventionnées.

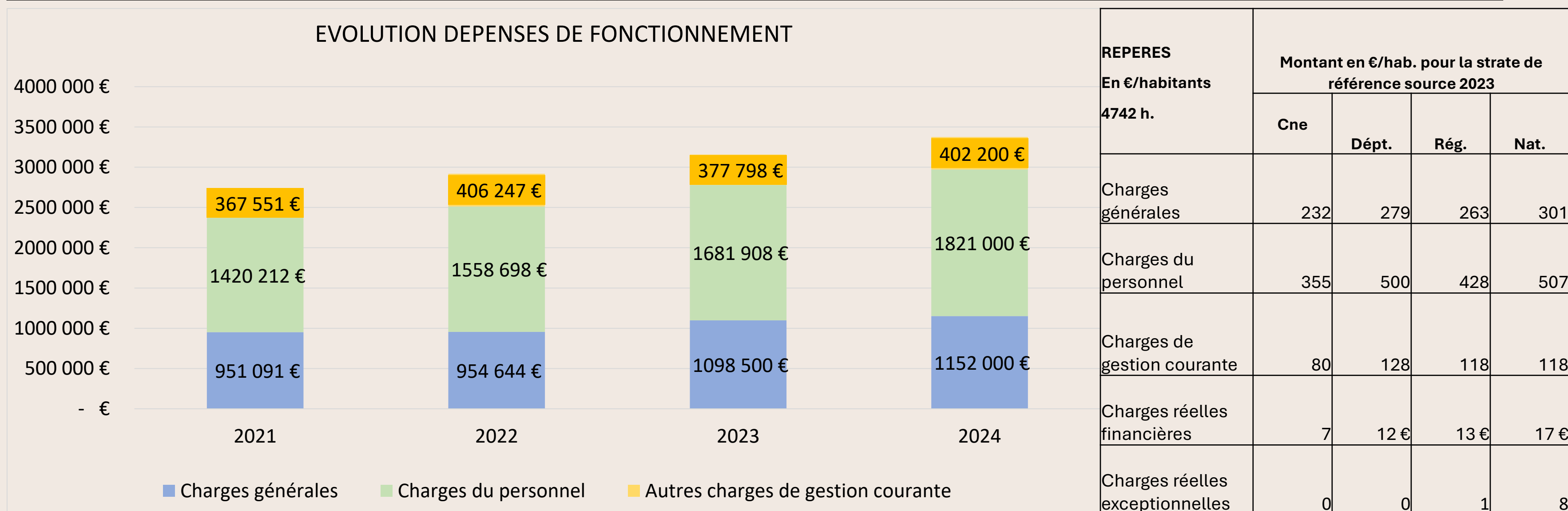
Par conséquent, nous ne pourrions compter que sur notre capacité d'autofinancement qui pour se maintenir à un niveau correct nécessitera une maîtrise rigoureuse de nos dépenses de fonctionnement ; Maîtrise d'autant plus importante qu'en raison de l'évolution de la commune tant démographique qu'urbanistique de nouveaux besoins émergent et la collectivité n'échappera pas au postulat :

 de la population +  des espaces publics =  des services +  de besoins en structures d'accueil et de loisirs
  de la masse salariale et ou de services externalisés +  des coûts de fonctionnement induits

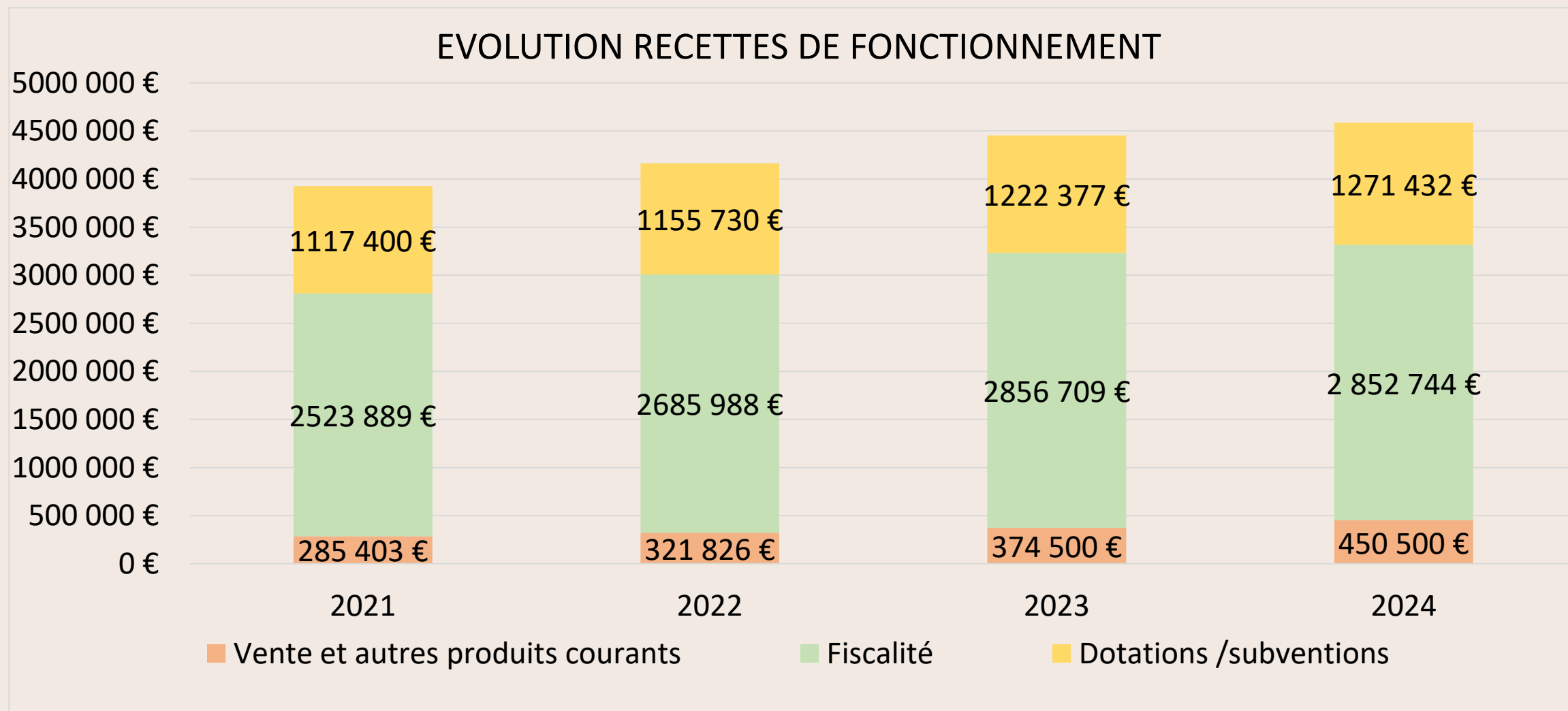
02 Rétrospective Financière

A – Les dépenses de fonctionnement

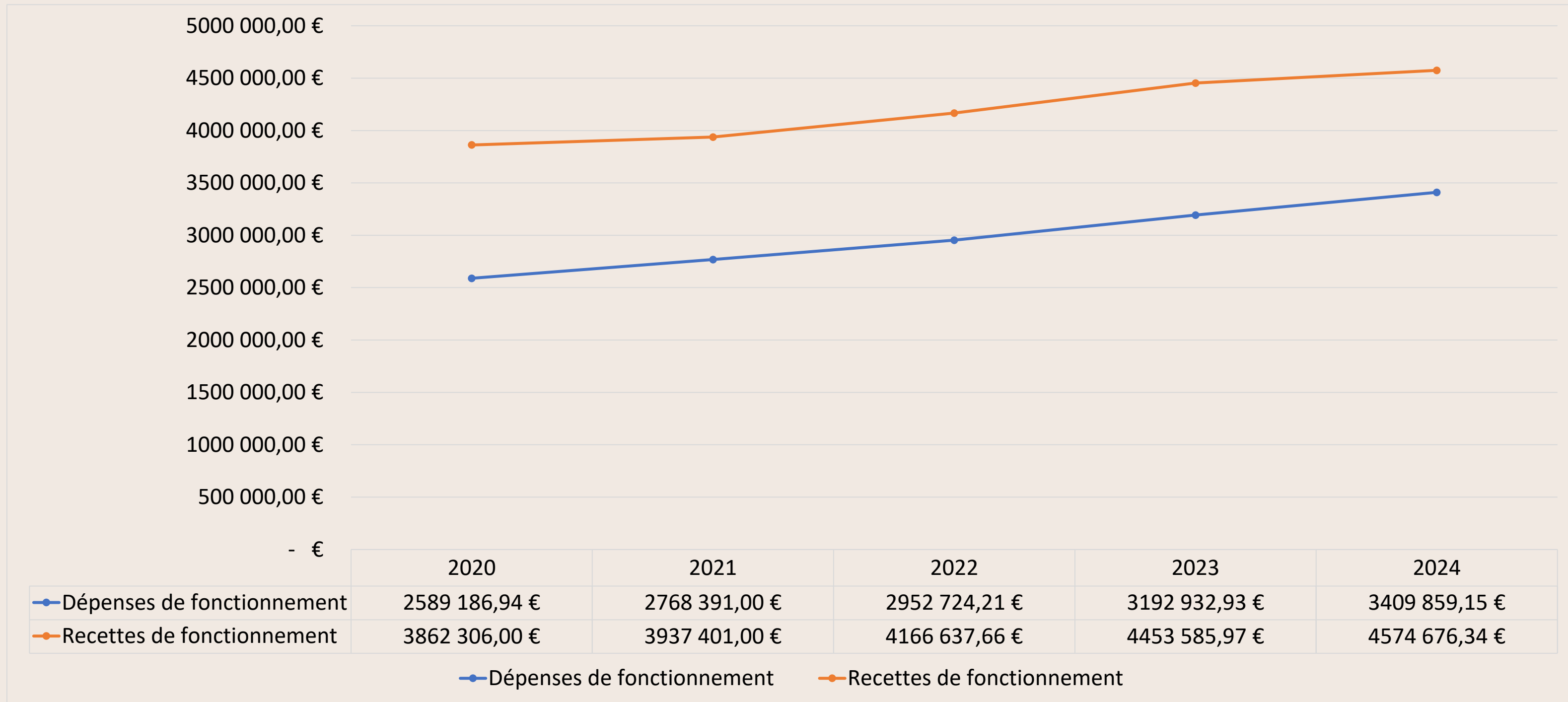
chapitres	ANNEES				
	2021	2022	2023	2024	évolution 2023/2024
Charges générales	951 091 €	954 644 €	1 098 500 €	1 152 000 €	5%
Charges du personnel	1 420 212 €	1 558 698 €	1 681 908 €	1 821 000 €	8%
Autres charges de gestion courante	367 551 €	406 247 €	377 798 €	402 200 €	6%
Charges financières	23 273 €	27 063 €	34 528 €	34 659 €	0%
Charges exceptionnelles	6 264 €	6 072 €	199 €	- €	
total	2 768 391 €	2 952 724 €	3 192 933 €	3 409 859 €	7%



Chapitres	ANNEES				
	2021	2022	2023	2024	EVOLUTION 2023/2024
Vente et autres produits courants	285 403 €	321 826 €	374 500 €	450 500 €	20%
Fiscalité	2 523 889 €	2 685 988 €	2 856 709 €	2 852 744 €	- 0,1%
Dotations /subventions	1 117 400 €	1 155 730 €	1 222 377 €	1 271 432 €	4%
Produits exceptionnels	10 709 €	3 094 €		600 €	
Total	3 937 401 €	4 166 638 €	4 453 586 €	4 575 276 €	3%

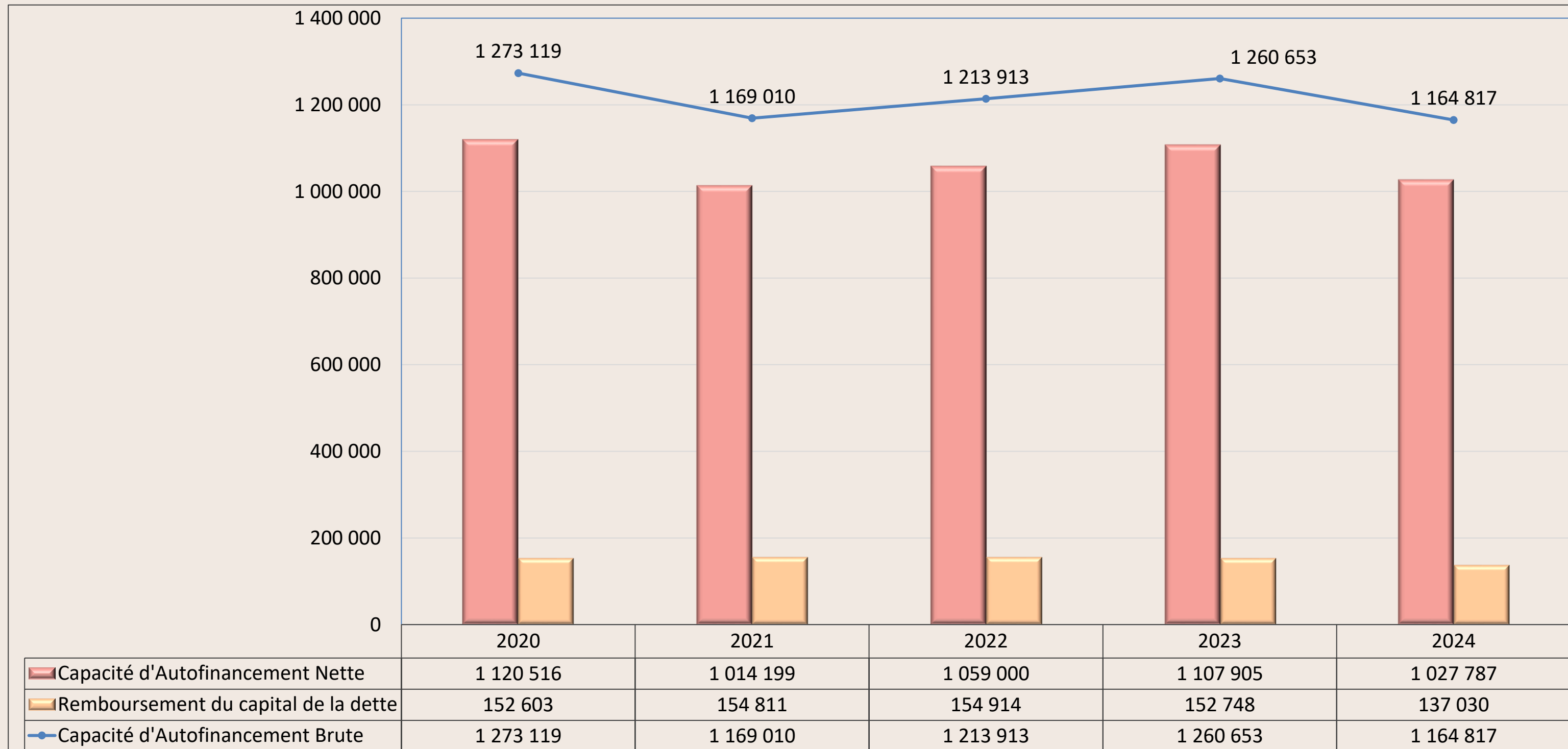


REPERES En €/habitants 4742 h.	Montant en €/hab. pour la strate de référence source 2023			
	Cne	Dépt.	Rég.	Nat.
Ressources				
Fiscales	602	764	658	756
Dotations et participations	258	291	285	258
Vente et autres produits courants non financiers	79	124	123	140
Produits réels financiers	0	0	1	1
Produits réels exceptionnels	0	2	3	11



L'écart entre les dépenses et les recettes se réduit, d'où la vigilance rappelée précédemment.

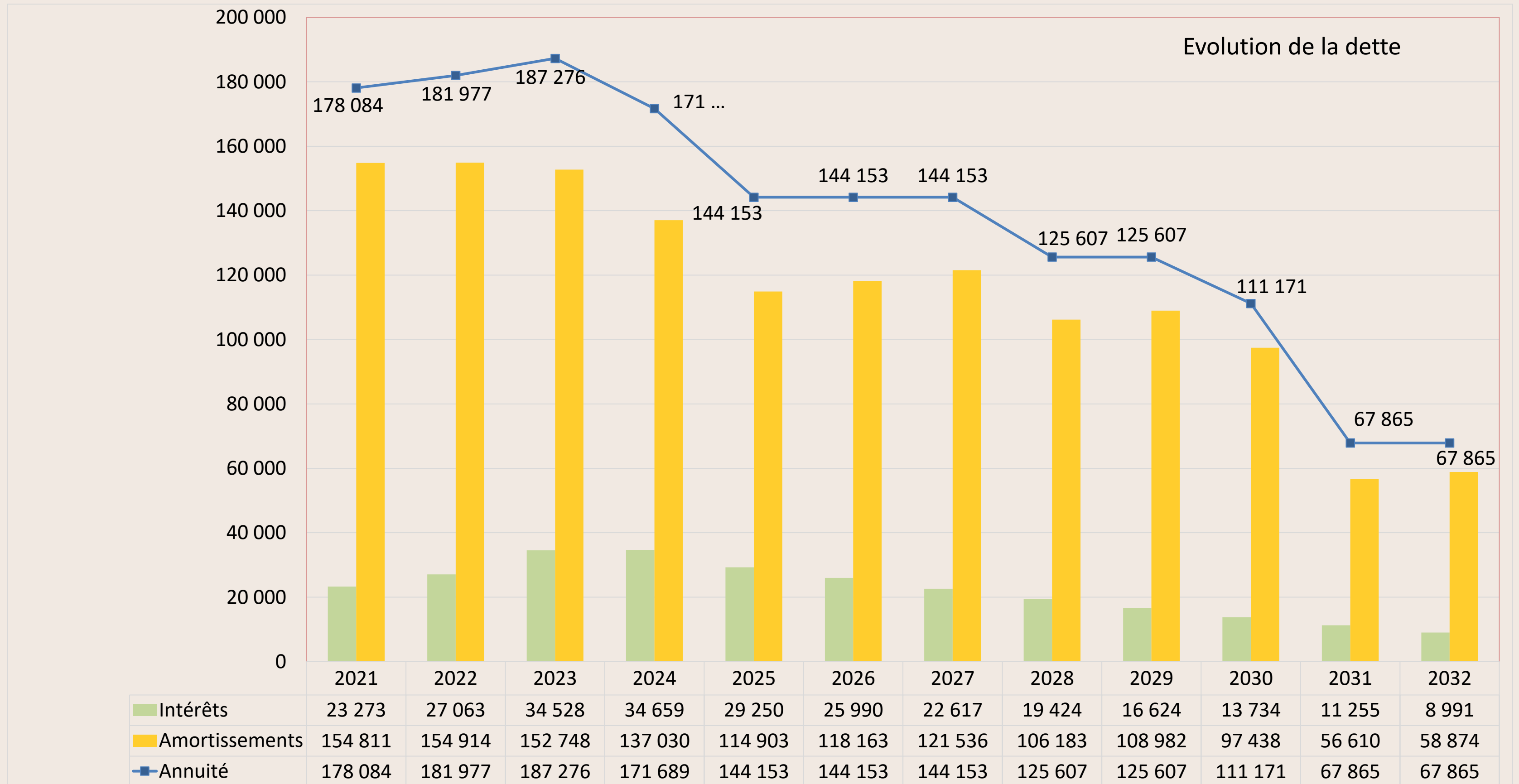
03 Évolution de la capacité d'Autofinancement (CAF)



CAF Brute : différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles. La CAF Brute doit en priorité être affectée au remboursement des dettes en capital.

CAF Nette : elle représente l'excédent résultant du fonctionnement après remboursement des dettes en capital. Elle représente le reliquat disponible pour autofinancer de nouvelles dépenses d'équipements.

A – L'Endettement de la Collectivité



- 27 535 €

Ratio de désendettement de la collectivité = Détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation de son épargne brute annuelle (CAF Brute) = 0,94 < 1 an → excellent

	Montant en €/hab. pour la même catégorie de strate démographique			
	Commune	Département	Région	National
Annuité de la dette par habitant	36	80	81	91

La collectivité a réussi depuis 2014 à ne pas emprunter en autofinançant tous ses projets d'investissement. En 2024, le remboursement pour la construction de l'école élémentaire et du restaurant scolaire est terminé.

B – La Fiscalité

BASES FISCALES	2022	2023	2024
Bases : taxe foncière Propriétés bâties	4 359 000	4 836 808	5 151 000
Bases : taxe foncière Propriétés non bâties	324 300	348 324	361 300

L'augmentation du nombre de logements ajoutée à la revalorisation des bases fiscales adossée à l'inflation a permis de dégager un produit fiscal en augmentation de 115 000 €.

Toutefois, les ressources fiscales de la collectivité rapportées en € par habitant sont inférieures aux autres communes de mêmes strates : cette singularité provient du fait que nos bases sur lesquelles nous ne pouvons agir sont historiquement basses.

		2022	2023	2024
Taxe foncière Propriétés bâties	31,73 %	1 383 111 €	1 530 655 €	1 634 412 €
Bases : taxe foncière Propriétés non bâties	50,44 %	163 577 €	170 437 €	182 240 €
Produit Fiscal		1 546 688 €	1 701 092 €	1 816 652 €

DGF	2020	2021	2022	2023	2024
DGF Forfaitaire	350 111 €	343 205 €	336 884 €	338 484 €	339 127 €
DSR	318 495 €	326 515 €	340 107 €	369 798 €	397 191 €
DNP	73 453 €	66 108 €	61 131 €	56 710 €	51 883 €
TOTAL	742 059 €	735 828 €	738 122 €	764 992 €	788 201 €



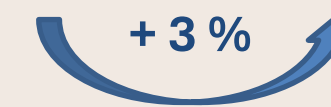
- 1 %



- 0,30 %



+ 4 %



+ 3 %

L'enveloppe globale des dotations en 2025 devrait rester au même niveau qu'en 2024.

	Le Programme d'investissements					
Libellé dépenses/recettes	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Recettes récurrentes (taxe d'aménagement)						0
Dépenses récurrentes	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	1 250 000
PAVC / busage / chemins ruraux	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	1 250 000
Subvention construction Halles						
Vente Presbytère						
Vente terrain ateliers						
Vestiaires du Grand Fay	1 210 000					1 210 000
Services techniques - ateliers	700 000					700 000
Bardage ombrières ateliers S.T. + trvx		200 000				
Mission programmation restaurant scolaire	50 000	20 000				70 000
Maître d'œuvre restaurant scolaire		100 000				100 000
Espace culturelle St Roch éclairage/vidéo/son		100 000				100 000
Mise aux normes électriques vieux métiers	100 000					100 000
Toiture des vieux métiers		100 000				100 000
Locaux des Islettes (désamiantage démolit.)	80 000					80 000
Panneaux informatifs	62 000					
Vidéo protection tranche III	28 000					28 000
Chaufferie pôle service à la personne	130 000					130 000
Effacement réseaux Claire Fontaine et trvx			140 000			
Achat terrain caserne des pompiers			150 000			
M.O. tribunes avec espace convivial			390 000			390 000
TOTAL	2 860 000	1 020 000	1 180 000	500 000	500 000	6 060 000

Vue d'ensemble de la simulation sans emprunt							
	Passé	Présent	Avenir				
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dépenses réelles de fonctionnement sauf intérêts	3 158 405	3 375 200	3 622 833	3 739 936	3 861 415	3 967 448	4 076 531
Recettes réelles de fonctionnement total	4 453 586	4 574 676	4 657 275	4 702 378	4 789 934	4 880 032	4 972 763
Epargne de gestion	1 295 181	1 199 476	1 034 442	962 442	928 520	912 584	896 232
Intérêts de la dette	34 528	34 659	29 250	25 990,18	22 617	19 424	16 624
Capacité d'autofinancement brute	1 260 653	1 164 817	1 005 192	936 452	905 903	893 161	879 607
Remboursement en capital de la dette	152 748	137 030	114 903	118 163	121 536	106 183	108 982
Capacité d'autofinancement nette	1 107 905	1 027 787	890 289	818 288	784 366	786 978	770 625
Dépenses réelles d'investissement	2 206 019	3 024 842	2 860 000	1 020 000	1 180 000	500 000	500 000
Recettes d'investissement sauf emprunts	2 860 853	2 386 153	709 935	884 710	211 470	235 230	134 250
- art 1068 -amortissements		1 488 241 341 000					
Résultat de l'exercice d'investissement	654 834	-2 467 930	-2 150 066	-135 290	-968 530	-264 770	-365 750
Besoin de financement (CAF nette + résultat invest.)			1 259 776	-682 998	184 164	-522 208	-404 875
Variables d'équilibre							
Emprunt							
Produit fiscal direct							
Utilisation du fonds de roulement		-2 467 930	707 307	0	130 529	0	0
Equilibre	654 834	0	-552 469	682 998	-184 164	522 208	404 875
Fonds de roulement	2 010 420	707 307	-552 469	130 529	-53 635	468 573	873 448



Emprunt nécessaire

Vue d'ensemble de la simulation avec emprunt 600 000 € à 3,40 % sur 20 ans							
	Passé	Présent	Avenir				
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dépenses réelles de fonctionnement sauf intérêts	3 158 405	3 375 200	3 617 797	3 720 239	3 842 723	3 949 245	4 059 115
Recettes réelles de fonctionnement total	4 453 586	4 574 676	4 657 275	4 702 378	4 789 934	4 880 032	4 972 763
Epargne de gestion	1 295 181	1 199 476	1 039 479	982 139	947 212	930 786	913 648
Intérêts de la dette	34 528	34 659	34 286	45 687,20	41 309	37 626	34 041
Capacité d'autofinancement brute	1 260 653	1 164 817	1 005 192	936 452	905 903	893 161	879 607
Remboursement en capital de la dette	152 748	137 030	120 195	139 779	143 887	129 293	132 878
Capacité d'autofinancement nette	1 107 905	1 027 787	884 997	796 673	762 016	763 867	746 729
Dépenses réelles d'investissement	2 206 019	3 024 842	2 860 000	1 020 000	1 180 000	500 000	500 000
Recettes d'investissement sauf emprunts	2 860 853	2 386 153	709 935	884 710	211 470	235 230	134 250
- art 1068		1 488 241					
-amortissements		341 000					
Résultat de l'exercice d'investissement	654 834	-2 467 930	-2 150 066	-135 290	-968 530	-264 770	-365 750
Besoin de financement (CAF nette + résultat invest.)			1 265 068	-661 383	206 514	-499 097	-380 979
Variables d'équilibre							
Emprunt			600 000				
Produit fiscal direct							
Utilisation du fonds de roulement		-2 467 930	707 307	0	206 514	0	0
Equilibre	654 834	0	42 239	661 383	0	499 097	380 979
Fonds de roulement	2 010 420	707 307	42 239	703 622	497 108	996 205	1 377 184

